

Investissement direct étranger en méditerranée : Le Royaume creuse l'écart avec les autres pays de la région

Après une année 2010 de reprise de l'Investissement direct étranger (IDE) en Méditerranée, les intentions d'investissement connaissent sans surprise un nouveau ralentissement au premier semestre 2011. Selon l'Observatoire ANIMA-MIPO des annonces d'investissement et de partenariat en Méditerranée, le Maroc a creusé l'écart avec les autres pays de la région. Se démarquant des autres pays du Maghreb et du Machreq, le Royaume aura ainsi enregistré la seule hausse significative de 23% du nombre de projets d'IDE.

Confirmant ainsi la dynamique plutôt encourageante enregistrée en 2010, le Maroc conserve d'emblée la confiance des investisseurs et se place juste derrière la Turquie en nombre de projets détectés. Les montants restent néanmoins toujours nettement en deçà des niveaux d'avant-crise, avec tout juste 500 millions d'euros annoncés entre le 1er janvier et le 30 juin 2011. Malgré des progrès réalisés dans plusieurs domaines, certaines contraintes subsistent entravant par conséquent la réalisation de meilleures performances. Dans l'ensemble, et même si le solde net de ces capitaux est positif et est à l'avantage du Maroc, les rythmes d'évolution sont particulièrement faibles depuis le déclenchement de la crise financière. Ainsi le flux net des IDE relevé en 2010 n'a progressé que de 2,7% seulement contre respectivement 4,9% en 2009 et 7,1% en 2008. Cette faiblesse structurelle s'expliquerait par un problème de gouvernance économique générale. La réussite des stratégies sectorielles lancées passe inéluctablement par l'accélération des réformes institutionnelles et l'amélioration du climat des affaires. Ceci dans l'objectif de donner une meilleure visibilité aux opérateurs économiques et d'encourager l'investissement direct étranger qui a accusé de fortes baisses ces deux dernières années.

Considéré comme l'un des déterminants majeurs de la croissance et l'un des principaux leviers de modernisation du tissu productif national, le Maroc, à l'instar de nombreux autres pays, déploie des efforts appréciables pour inciter le capital étranger à s'investir dans les différents secteurs de l'économie nationale. Dans un contexte international marqué par une forte concurrence entre les différentes économies, le Maroc déploie, depuis plusieurs années comme en témoignent de nombreuses institutions internationales, de grands efforts pour améliorer sa compétitivité économique et son attractivité pour les investissements directs étrangers. Les perspectives d'attrait de nouveaux IDE demeurent liées à l'évolution de l'activité économique au niveau mondial et, par conséquent, aux programmes d'investissement émanant en particulier de l'Union européenne, principal partenaire.

Le ralentissement européen actuel, en particulier en Espagne, l'un des principaux investisseurs au Maroc n'est pas favorable à court terme. Beaucoup de pays, pour des besoins de croissance et de sauvegarde d'emploi, encouragent leurs entreprises à investir localement et les dissuadent à délocaliser leurs activités à l'étranger, par le biais de différentes mesures incitatives. Mais, à moyen termes, la course à la compétitivité des entreprises européennes continuera à les conduire à redéployer leur chaîne de valeur et, en conséquence, à adopter des stratégies de «nearshoring» qui privilégient les rives sud de la Méditerranée.

http://www.lematin.ma/journal/Investissement-direct-etranger-en-mediterranee_Le-Royaume-creuse-l-ecart-avec-les-autres-pays-de-la-region/156838.html